

Les hommes de l'ombre de l'Elysée

Autour d'Emmanuel Macron gravitent des personnages aux parcours atypiques et aux fonctions parfois opaques. S'ils n'apparaissent pas dans l'organigramme officiel, l'affaire Benalla les a projetés, malgré eux, dans la lumière

En cette chaude soirée du 18 juillet 2018, les téléphones personnel et professionnel d'Alexandre Benalla vibrent et sonnent sans répit. *Le Monde* vient de révéler que cet adjoint au chef de cabinet du président de la République a molesté un couple de manifestants, le 1^{er} mai à Paris. « *Mon affaire va sortir* », répète-t-il, depuis le début de l'après-midi, à ses collègues de l'Elysée. Etrangement, alors que le scandale éclate, il affiche une forme de flegme et ne change rien, du moins en apparence, à ses habitudes. Il passe la soirée avec un vieux copain, Vincent Crase, celui-là même qui l'accompagnait cet après-midi du mois de mai dans le Quartier latin pour « observer » les techniques de maintien de l'ordre.

Crase a rencontré Benalla dans la gendarmerie – ils étaient tous les deux réservistes dans l'Eure –, puis travaillé avec lui dans la sécurité privée avant de le suivre au service d'ordre de la campagne d'Emmanuel Macron. Cet été 2018, il est employé à la sécurité du siège de La République en marche et effectue parfois des missions à l'Elysée au sein de la Garde républicaine. En fin de soirée, le duo quitte l'hôtel du Collectionneur, un palace de la rue de Courcelles, dans le 8^e arrondissement de Paris, et gagne le Damas Café, un bar à chicha de la rue du Colisée, à trois pâtés de maison du palais présidentiel. Benalla se rend presque chaque soir dans ce bar. Il a sa place, à gauche près de l'entrée.

ISMAËL EMELIEN, « M. CRISES »

C'est dans la tempête, paraît-il, qu'on reconnaît ses amis. Le jeune homme peut être rassuré. Dans la longue liste de ses interlocuteurs téléphoniques établie par les enquêteurs, on trouve, ce soir-là, des célébrités comme Christian Prouteau, le fondateur du GIGN et l'ex-patron des fameux « gendarmes de l'Elysée » du temps de François Mitterrand; ou encore Thierry Légier, le garde du corps de Jean-Marie Le Pen puis de sa fille Marine. Mais ce sont d'autres échanges qui retiennent aujourd'hui l'attention: les appels – émis ou reçus – avec ses collègues de l'Elysée.

Discret conseiller spécial du président, Ismaël Emelien, l'homme qui a théorisé le macronisme et imaginé la stratégie victorieuse de la présidentielle, est un des principaux interlocuteurs de Benalla durant cette nuit interminable. Au Palais, M. Emelien se

DANS UNE ÉQUIPE DE CAMPAGNE, DES EXPÉRIENCES COMME CELLE DE « LUDO », DANS LE RENSEIGNEMENT, OU D'« ALEX », DANS LA SÉCURITÉ, SONT PRÉCIEUSES

charge notamment de la veille des médias et de la riposte aux polémiques susceptibles de menacer le chef de l'Etat – ce qu'on appelle la « com de crise ». Or, ce 18 juillet, à en juger la salve de coups de téléphone échangés et le vent de panique qui s'installe, crise il y a.

L'examen de leurs « fadettes » (relevés téléphoniques) révèle aux enquêteurs qu'Ismaël Emelien envoie des textos à Benalla jusqu'à 2h28, puis à nouveau aux aurores, peu après 5 heures. Le « garde du corps » s'accorde ensuite quelques heures de repos, mais lorsqu'il rallume ses portables, le premier contact, à 8h28, est avec ce même Emelien. Dans la soirée, Alexandre Benalla a aussi beaucoup échangé avec un collègue dont le nom n'apparaît pas dans l'organigramme public du Palais, Ludovic Chaker. L'un de ces hommes de l'ombre que l'affaire Benalla plonge aujourd'hui bien malgré eux dans la lumière.

C'est Ismaël Emelien qui a entraîné Ludovic Chaker dans l'aventure macronienne. Le premier, 31 ans, est sorti de Sciences Po en 2010 quand le second, 39 ans, s'appropriait à prendre la responsabilité des échanges et partenariats avec l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le Moyen-Orient de cette même école. Selon des relations communes, c'est au Caire, en Egypte, début 2007, que les deux hommes auraient appris à se connaître:

profitant de l'année à l'étranger prévue dans le cursus de Sciences Po, le jeune Emelien a choisi d'apprendre l'arabe dans ce pays. Par la suite, « Isma » et « Ludo » ne se seraient plus perdus de vue.

LUDOVIC CHAKER, LE RECRUTEUR

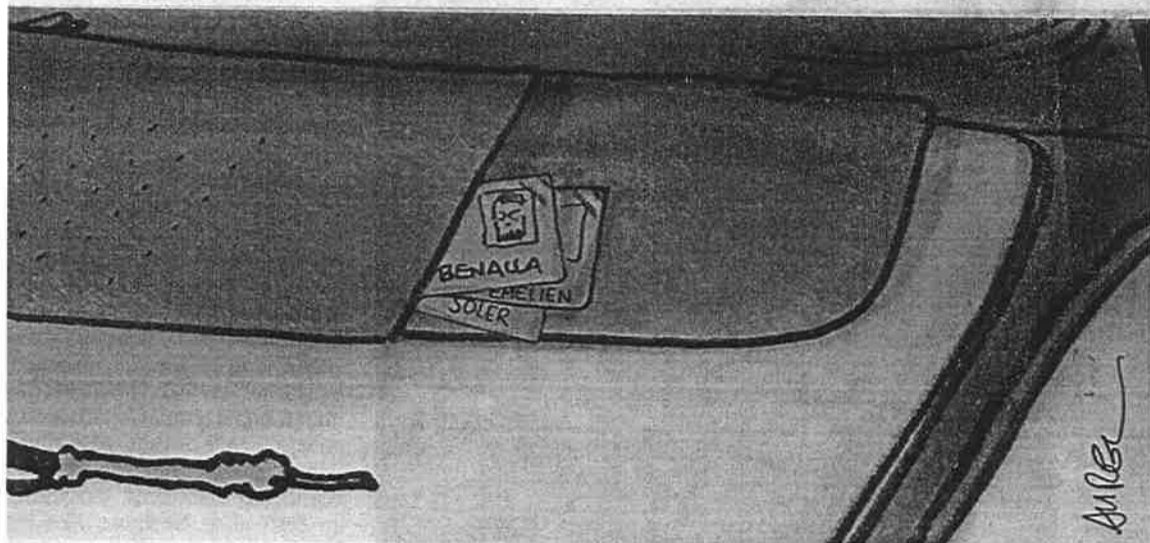
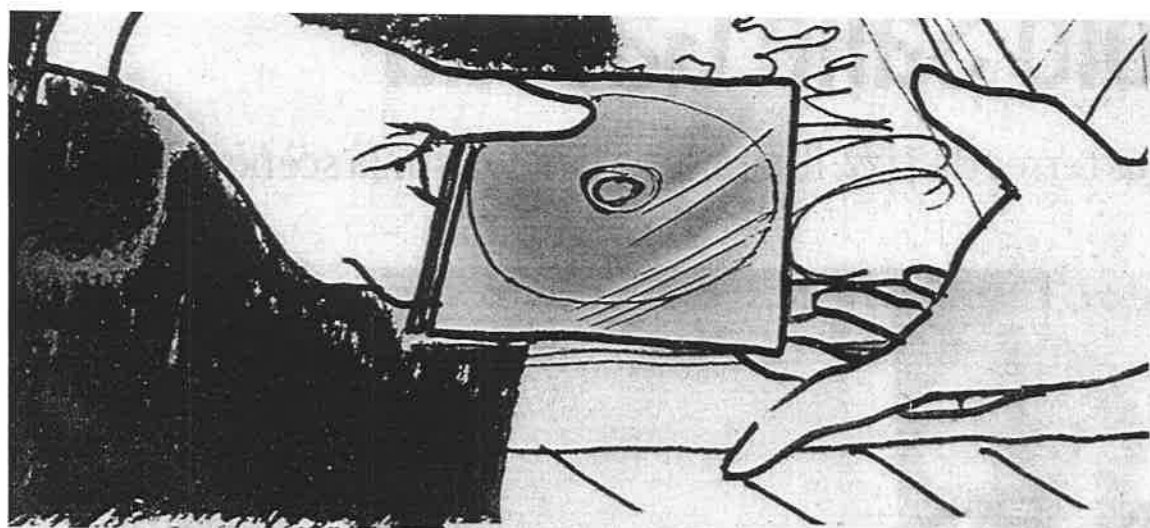
Ludovic Chaker intègre lui aussi l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron. Début 2016, seuls de doux rêveurs l'imaginent président, et le futur parti n'est encore qu'un embryon de formation politique. Emelien en devient le « directeur de la stratégie », Chaker le « directeur des opérations » et le premier salarié du parti. Les deux amis s'amusent de ces titres ronflants. « *Le boulot de Chaker, au début, consistait surtout à trouver des tables et des chaises pour les réunions* », nous résume en souriant un pionnier de l'aventure.

Lorsque les choses deviennent plus sérieuses, « Ludo » pense à « Alex », une connaissance rencontrée dans les milieux de la sécurité privée. En décembre 2016, Alexandre Benalla est officiellement embauché comme « directeur de la sécurité », patron du service d'ordre chargé de protéger le candidat et d'assurer la sécurité de ses meetings et déplacements. La nouvelle recrue fait à son tour venir des copains comme Vincent Crase, son supérieur dans l'Eure lorsqu'il effectue ses

missions de réserviste pour la gendarmerie. L'aventure, la fatigue des meetings et l'ivresse de la campagne scellent leur camaraderie. Une fois Emmanuel Macron élu, Crase rejoint le siège du parti, les autres suivent « le chef » à l'Elysée.

Ismaël Emelien choisit le bureau qu'Emmanuel Macron occupait lorsqu'il était secrétaire général adjoint de l'Elysée sous François Hollande. Le voilà conseiller spécial (c'est-à-dire politique) du chef de l'Etat. C'est le plus proche du président parmi les « Mormons », comme se surnomme elle-même l'équipe de trentenaires et de quadras immortalisée par les caméras à son arrivée sur le perron de l'Elysée, le 14 mai 2017, pour la cérémonie d'investiture: Alexis Kohler, Sylvain Fort, Julien Denormandie, Richard Ferrand, Sibeth N'Diaye... Un vrai conte de fées.

Ce jour-là, le jeune Alexandre Benalla, 25 ans, n'est pas sur la photo. Le « M. Sécurité » de la campagne ignore encore l'intitulé exact de son nouveau poste. Il est nommé quelques jours plus tard « adjoint au chef du cabinet du président », un job d'intendance sur le papier, dont seul le scandale révélera finalement l'étendue. Dès les premiers soirs, selon des témoins, il teste déjà son pouvoir en corrigeant la liste des invités de la soirée organisée pour remercier les



« petites mains » de la campagne. « Lui, pas elle... » : à la porte de l'Élysée, listing en main, il donne des consignes aux gendarmes, un peu étonnés qu'il tente de refouler certains convives aux grilles du Palais.

UN « NINJA » AGENT SECRET

Ludovic Chaker n'apparaît pas non plus sur le tapis rouge et les images du peron. Pendant la campagne, il répondait volontiers aux questions des journalistes sur l'organisation des meetings et tweetait tout aussi volontiers les photos des visiteurs de renom qui défilait devant son bureau du QG de campagne. Il semble disparaître après l'élection. En réalité, il a trouvé, lui aussi, un bureau au Palais. Fin juillet, *Le Monde* révèle qu'il est chargé de mission auprès du chef d'état-major particulier du président de la République, structure aux contours un peu flous traditionnellement dirigée par un militaire. C'est une surprise de plus dans son CV, déjà difficile à reconstituer.

Ses racines aveyronnaises ne l'ont pas empêché de gagner le surnom de « Ninja ». Il enseigne le yoga à ses heures perdues, a appris le chinois à Paris, aux Langues O', et les arts martiaux auprès de Maître Liang, un Chinois installé en France. Il commence son parcours professionnel à l'âge de 28 ans, avec un contrat au consulat général de France à Shanghai, chargé de la coopération universitaire. « Il connaissait bien la Chine et occupait un de ces postes qui servent parfois de couverture », se souvient Franck Renaud, auteur du livre *Les Diplomates. Derrière la façade des ambassades de France* (Nouveau monde, 2011), alors chargé de mission pour l'école de journalisme de Lille (ESJ) en Asie.

De retour en France, Chaker travaille pour Sciences Po avant de devenir consultant à son compte. Il travaille aussi brièvement pour une société de marketing sportif créée par son oncle, Claude Atcher, un pilier des instances du rugby français, aujourd'hui chargé de l'organisation de la Coupe du monde 2023 en France. Quand il rejoint En marche!, Ludovic Chaker habite un petit village de Haute-Savoie. Il franchit chaque jour la frontière suisse pour gagner, à Genève, les bureaux d'une petite école de commerce qui l'a recruté pour qu'il dénicher des partenariats et des étudiants en Asie.

Le jeune homme n'a pas attendu En marche! pour s'intéresser à la politique. En 2009,

répondant à une annonce, il dirige, pendant quelques années, le cabinet du maire d'une ville moyenne d'Indre-et-Loire, Joué-lès-Tours. « Un homme brillant, impénétrable », se souvient un collègue, « qui baroudait au loin pendant les congés, ajoute un autre, en mission, disait-il ». Il prend sa carte au Parti socialiste, avant de tenter sa chance en indépendant aux législatives de 2012. Il se présente alors dans la plus grande circonscription des Français de l'étranger, celle couvrant l'ex-URSS, l'Asie et l'Océanie. Sa suppléante, Michèle Jullian, que le candidat avait contactée parce qu'elle tenait un blog en Thaïlande, en rit encore : « Un soir, à Paris, il m'a fait rencontrer des jeunes gens très Sciences Po, qu'il présentait comme son équipe de campagne, et je ne l'ai plus jamais revu. » Chaker finit avec 1,99 % des voix et un an d'inéligibilité infligé par le Conseil constitutionnel pour des comptes de campagne non vérifiés par un expert-comptable agréé.

En fait, « Ludo » serait surtout agent secret, si secret qu'il ne s'en cache guère devant ses interlocuteurs. Selon le *Journal officiel*, il a été promu, en 2017, au grade de « commandant de réserve dans l'armée de terre ». Selon les « MacronLeaks », cette masse de courriels et de documents internes de la campagne mis en ligne par des hackers entre les deux tours de l'élection de 2017, c'est en qualité d'« ancien militaire, 44^e régiment d'infanterie » qu'il participe d'ailleurs au groupe de réflexion chargé de conseiller le candidat sur les questions de défense. Les connaisseurs savent que ce régiment accueille les militaires travaillant pour la DGSE, le service de renseignement extérieur. Interrogé par *Le Monde*, Chaker fait savoir par l'intermédiaire de son avocat qu'il ne souhaite ni confirmer ni démentir son rattachement à ce régiment. Dans une équipe de campagne dominée par les « technos » et les économistes, son expérience, comme celle d'« Alex », dans la sécurité privée, semblent de toute façon précieuses.

LES ARMES DE BENALLA

Les « Macron boys » raffolaient de *The West Wing*, une série sur les coulisses de la Maison Blanche. Grâce à ces recrues, les voici plongés en plein *Bureau des légendes*. Au siège de la campagne, rue de l'Abbé-Groult, dans le 15^e arrondissement de Paris, « Alex » a décidé devant ses troupes qu'il avait seul le droit de faire la navette entre le quatrième étage, celui du service d'ordre, et le sixième, celui du

« chef », là où « Isma » et « Ludo » ont installé leurs bureaux. Chaker soutient Benalla lorsque, début 2017, celui-ci réclame l'achat d'un Flash-Ball et d'équipements de maintien de l'ordre. « Assez hallucinant », s'agace le trésorier de la campagne, Cédric O., dans un des e-mails révélés par les « MacronLeaks ». La demande est d'ailleurs refusée.

Des armes, des vraies, il y en a pourtant déjà pas mal au quatrième étage : trois pistolets Glock stockés dans un coffre-fort. Quelques membres du service d'ordre disposent des autorisations nécessaires, mais uniquement pour assurer la sécurité à l'intérieur des locaux. Début 2017, Benalla demande à la Préfecture de police (PP) de Paris des autorisations de port d'arme valables aussi à l'extérieur, pour les déplacements d'Emmanuel Macron. Selon les documents consultés par *Le Monde*, Benalla réclamait ces permis pour lui-même et cinq membres de son service d'ordre, dont son ami Vincent Crase. Mais aussi, plus surprenant, pour un septième bénéficiaire, un autre ami : Ludovic Chaker. Au *Monde*, ce dernier affirme ne pas avoir été tenu au courant de cette demande, elle aussi rejetée, au motif que le candidat disposait déjà d'une protection policière.

Qu'importe : une fois à l'Élysée, Alexandre Benalla obtient du ministère de l'Intérieur l'autorisation de rester armé en toutes circonstances, en raison de sa proximité physique avec le président. C'est un de ces attributs du pouvoir dont il raffole, comme sa voiture de fonction, une Renault Talisman équipée d'un gyrophare bleu et d'un pare-soleil « police ». Fin juillet, lorsqu'il tente – sans ordre de mission – de récupérer la berline à la fourrière, les enquêteurs en profitent pour la fouiller. Rien de très intéressant pour eux. A l'arrière du véhicule traînent tout de même une enveloppe appartenant à Vincent Crase et, dans le vide-poches, trois cartes tricolores d'accès au palais de l'Élysée, qui laissent penser que des conseillers font parfois voiture commune. L'une de ces cartes appartient à Benalla, l'autre à Ismaël Emelien, la troisième à un voisin de bureau de Ludovic Chaker : Paul Soler, lui aussi chargé de mission à l'état-major particulier du président de la République, un autre conseiller de l'ombre oublié de l'organigramme.

PAUL SOLER, « SPÉCIALISTE » DE LA LIBYE

Ce militaire de carrière, qui compte une vingtaine d'années de service derrière lui, gravitait « dès 2016 » autour d'En marche!, raconte un pilier de la campagne présidentielle (solicitée par *Le Monde*, M. Soler n'a pas voulu confirmer). Il se murmure qu'il a travaillé au COS, le Commandement des opérations spéciales (les forces spéciales françaises), et appartiendrait au 13^e régiment de dragons parachutistes. « ceux qui s'infiltrèrent à l'arrière des lignes et sont capables de rester dix jours dans un trou en mangeant des rations de combat et en chiant dans des boîtes de conserve », s'émerveille un proche d'Emmanuel Macron. Soler n'est ni diplomate ni arabophone mais aurait passé quelques mois à Benghazi dans un bunker, en 2011, pour assister les rebelles affrontant les troupes de Kadhafi. En 2016, il s'est vu décerner la Légion d'honneur « avec citation ». En mai dernier, un décret du président de la République l'a promu « à titre exceptionnel » au grade de commandant.

La Macronie encourage ces parcours atypiques de « mecs out of the box », comme elle dit, loin des carrières tracées par les grands lycées. Jeudi 6 décembre, lors d'une réunion du cabinet élargi d'Emmanuel Macron, quelques jours avant l'intervention télévisée du président sur les « gilets jaunes », Chaker a d'ailleurs pris la parole. Au fil des mois, ces conseillers de l'ombre ont élargi leur domaine. Paul Soler a ainsi pris une place importante dans la maison Élysée. Censé conseiller le président sur les questions liées au terrorisme djihadiste – Irak, l'Afghanistan, le Yémen –, il s'est imposé sur les dossiers diplomatiques les plus sensibles. « Il a été associé aux efforts déployés par l'Élysée pour obtenir de l'administration américaine que Trump retarde le départ des troupes en Syrie », assure un initié.

La Libye est devenue son domaine réservé. « Monsieur Paul », comme on l'appelle sur le terrain, a aidé à l'organisation, en juillet 2017, de la conférence de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), où la France avait réuni deux rivaux, le chef de gouvernement, Faïez Sarraj, et le

maréchal Khalifa Haftar. Certains assurent même qu'il est responsable de la mutation prématurée, à Malte, de l'ambassadrice de France, Brigitte Curmi, jugée récalcitrante. Pour les uns, l'influence de Paul Soler tient au contexte : en période d'attentats et d'opérations extérieures, les militaires prennent souvent davantage de place dans la politique étrangère. Les « diplos » du Quai, eux, s'agacent de la place croissante prise par cette atypique et mystérieuse figure de l'Élysée.

Ces conseillers de l'ombre ont souvent du culot. Le 2 mai, Patrick Strzoda, directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, annonce à Benalla sa suspension pour quinze jours à la suite de sa participation, brassard de police au bras, à des arrestations place de la Contrescarpe, à Paris. Par SMS, le directeur de cabinet lui envoie une ébauche de la lettre de mise à pied qu'il prévoit de lui adresser. Mais le chargé de mission intime au grand commis de l'État de recevoir sa copie. « Je ne peux pas signer ce courrier. J'ai commis une faute et je veux protéger le président, mais je signe la réalité », écrit-il par texto. « Quelle formulation vous proposez ? », demande alors M. Strzoda, avant d'amender le courrier. Au fond, les « bad boys » de l'Élysée ne respectent que le président. Ils ont affublé Alexis Kohler, le secrétaire général du Palais, du surnom peu flatteur d'« Excel », comme le logiciel.

LE MYSTÈRE DU CD-ROM

Comprennent-ils, ces hommes de l'ombre, qu'avec le scandale provoqué par Benalla, plus rien ne sera comme avant ? Imaginent-ils, en ce début d'été, que des juges d'instruction viendront perquisitionner son bureau et ses tiroirs, que les pare-soleil de la Renault Talisman seront fouillés par les policiers, que leurs supérieurs devront s'expliquer, des semaines durant, devant des députés et sénateurs réunis en commissions d'enquête, et des millions de Français ? Les « clés de bras » et autres « balayettes » d'Alexandre Benalla et de Vincent Crase, place de la Contrescarpe, les condamnent désormais à la lumière.

Cette nuit du 18 au 19 juillet, impossible encore d'imaginer l'ampleur que prendra l'« affaire ». Des fonctionnaires de la PP un peu trop zélés repèrent, dans la vidéosurveillance du 1^{er} mai, des images susceptibles d'aider Benalla : on y voit le couple de jeunes manifestants, peu avant leur interpellation musclée, lancer des projectiles sur les forces de l'ordre. De quoi rééquilibrer le récit des faits et contrebalancer la vidéo à l'origine du scandale. Les images sont extraites des serveurs et gravées sur un CD-ROM. « Une grosse connerie », se lamente dès le lendemain un des policiers impliqués. C'était en effet parfaitement illégal.

Vers minuit, Benalla est encore attablé dans le bar à chicha de la rue du Colisée quand Jean-Yves Hunault, officier de liaison entre la PP et l'Élysée, vient lui apporter le CD-ROM. Tout au long de la soirée, le policier est aussi pendu au téléphone avec Ludovic Chaker. Un des épisodes les plus rocambolesques de l'affaire s'ouvre alors. Benalla assure ne pas avoir regardé le disque, être rentré chez lui, à Issy-les-Moulineaux, et l'avoir remis le lendemain matin à 8 h 30 à Ismaël Emelien, à l'Élysée. Or, au beau milieu de la nuit, un compte Twitter anonyme soutenant En marche!, @FrenchPolitik, diffuse la vidéo figurant sur le CD. Soit Benalla est l'auteur de ce Tweet nocturne, soit il a confié le disque à quelqu'un avant d'aller se coucher. Le bar à chicha se trouve à 500 mètres de l'Élysée. Grâce au bornage des téléphones, les enquêteurs se contentent de noter qu'à ce moment de la nuit, un seul correspondant d'Alexandre Benalla se trouve dans les parages : Ismaël Emelien, le conseiller spécial du chef de l'État. C'est un mystère parmi d'autres.

Jusqu'à Noël, Alexandre Benalla n'avait pas coupé les ponts avec ses anciens camarades de l'Élysée : au *Monde*, Ludovic Chaker convient l'avoir revu ou lui avoir téléphoné. Une nouvelle énigme, plus récente, a mis de la distance entre Benalla et ses anciens collègues. L'ex-adjoint au chef de cabinet d'Emmanuel Macron a affirmé à *Mediapart* qu'il aurait récupéré, en octobre, « dans un sac en plastique », des affaires oubliées dans son bureau : « un chéquier, des clés », et même deux passeports dont il s'est, depuis, servi illégalement. S'il ne ment pas, est-ce un de ses anciens camarades de bureau qui lui a remis ce sac ? ■

ARIANE CHEMIN ET FRANÇOIS KRUG